

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

5 rue des Drapiers
ZI ACTIPOLE
57070 Metz

Références : TETING-SUR-NIED_SUEZ-RV-NORD-EST_2025-09-23_RAPVI_PPC_EAE_02152
Code AIOT : 0006201922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté Rue d'Hemering 57385 TETING-SUR-NIED. L'inspection a été annoncée le 07/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour l'environnement pour l'établissement de stockage de déchets non dangereux de Téting-sur-Nied.

La visite s'inscrit aussi dans l'opération régionale de contrôle de la prévention des risques incendie sur les installations de traitement de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- Rue d'Hemering 57385 TETING-SUR-NIED
- Code AIOT : 0006201922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux située sur la commune de Téting-sur-Nied, autorisée par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 6.2.2 partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Autosurveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 8.2.2. partiel	Demande d'action corrective	3 mois
8	Valeurs limites lixiviats réceptionnés	Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 4.3.11. partiel	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volumes autorisés de déchets	Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 1.2.1.partiel	Sans objet
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 partiel	Sans objet
4	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 6.1.1.	Sans objet
5	Localisation des stocks de	Arrêté Préfectoral du 09/04/2025, article 6.2.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	substances et mélanges dangereux		
7	Valeurs limites des lixiviats produits	Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 8.2.2. partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la thématique prévention du risque incendie, l'exploitant a présenté son plan de défense incendie, ainsi que les moyens d'alerte et de lutte contre les incendies dont il dispose. Il est demandé à l'exploitant de justifier la disponibilité effective des débits d'eau de ses points d'aspiration.

L'exploitant a présenté ses mesures de paramètres des points de rejets d'eaux pluviales EP1, EP2, et EP3.

Certains aléas climatiques, entraînant l'inondation de la zone de prélèvement du point de rejet EP3, ont empêché de réaliser des mesures trimestrielles de ce point. Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois, comme action corrective, de s'assurer de pouvoir réaliser les mesures trimestrielles au point de rejet EP3, quelque soit les conditions climatiques.

L'exploitant a présenté les mesures des différents paramètres soumis à des valeurs limites d'émissions (VLE) pour ses lixiviats, et les lixiviats d'autres installations réceptionnés sur leur site. Sur les lixiviats réceptionnés d'autres sites, l'exploitant se base uniquement sur les mesures semestrielles réalisées sur les sites, pour accepter ou refuser la réception des lixiviats. L'exploitant va déposer une demande de modification des conditions de réception des lixiviats.

Il est demandé à l'exploitant, comme action corrective, de démontrer que les VLE des lixiviats réceptionnés sont conformes aux VLE autorisées ou de justifier d'une modification des conditions de contrôle des VLE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes autorisés de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 1.2.1.partiel					
Thème(s) : Situation administrative, volume autorisé					
Prescription contrôlée :					
Les prescriptions de l'article I.2 de l'Arrêté Préfectoral n° 2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 sont remplacées par le tableau suivant :					
Rubrique	Alinéa	A ,E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	V o l u m e autorisé

3540		A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760 - 3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Installation de stockage de déchets non dangereux	200 000 t/an en moyenne, 250 000 t/an au maximum pour une période maximale de 6 années
2760	2	A	Installations de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720. 2.Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) autres installations que celles mentionnées au a	Installation de stockage de déchets non dangereux	200 000 t/an en moyenne, 250 000 t/an au maximum pour une période maximale de 6 années

[...]
<p>Constats :</p> <p>Le tonnage 2024 indiqué dans le rapport d'activité est de 51802 tonnes, en deçà du maximum autorisé.</p> <p>Le bilan au 16 août 2025 est de 51802 tonnes. Les projections pour la fin d'année 2025 sont de 65000 à 70 000 tonnes.</p> <p>L'exploitant fait part d'un facteur d'évolution de ses tonnages pour 2025. Le site de Lesminils que le groupe Suez exploite, a subi un glissement de terrain qui va obliger Suez a fermé ce site d'ici 15j/1 mois pendant une période d'un an à un an et demi. La projection fin 2025 prend en compte la réception d'une partie des déchets de Leménils.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 partiel</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 5 de l' arrêté ministériel du 22/12/2023 :</u> Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Article 13 de l' arrêté ministériel du 22/12/2023

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations nouvelles et existantes selon les modalités précisées dans le tableau suivant, à l'exception du point IV de l'article 7 et du point IV de l'article 9 qui ne s'appliquent qu'aux installations nouvelles : [...]

Article 5	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024
-----------	--

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de défense incendie.

La dernière mise à jour notable a été réalisée le 18 juin 2024 pour se conformer à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2022.

La dernière mise à jour du 21 juillet 2025 concernait la mise à jour des fiches de contacts.

L'exploitant a déroulé son plan de défense incendie.

Le plan de défense contient bien les schémas d'alarme et d'alerte, l'organisation de la première intervention, les modalités d'accès, le plan d'implantation des détecteurs incendie et des caméras.

Pour les jours non ouvrés, le site est pourvu de détecteurs incendie et de caméra. Le site est sous la surveillance d'une société de sécurité qui appelle l'astreinte et les pompiers.

Une astreinte est mise en place avec du personnel et des cadres.

Le personnel a été formé la dernière fois le 1er juillet 2025. Le personnel est formé tous les ans. Un exercice a eu lieu le 24 juin 2024. .

L'inspection a constaté la conformité aux différents points de l'arrêté ministériel contrôlés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 6.2.2 partiel

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local [...]
- des extincteurs à CO₂ et à eau dans tous les bâtiments et des extincteurs portatifs aux endroits stratégiques du site ;
- de deux réserves d'eau incendie de 400 m³ et 360 m³ destinée à l'extinction et accessible

en toute circonstance, et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter, et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au Préfet la disponibilité effective des débits d'eau [...].

[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Les moyens d'alerte et les plans des locaux sont présents dans le plan de défense incendie. L'exploitant a présenté les 2 derniers rapports annuels du 23 juillet 2025 et de l'année 2024, par une société spécialisée, de contrôle des extincteurs.

Le site compte 150 extincteurs tous types confondus. Des actions de maintenance ont été réalisées lors de ces contrôles et aucune non-conformité n'a été relevée.

Sur chaque zone, des plans de situation des extincteurs sont affichés. Les extincteurs sont numérotés et signalés. L'inspection a contrôlé par sondage la date de vérification de 2 extincteurs au niveau du centre de contrôle de la production de lixiviats qui étaient conformes.

L'exploitant a présenté sur plans les 3 bassins d'eau pluviales qui servent de réserves incendie :

- EP1 : 400m³

- EP2 : 3700m³

- EP3 : 9250m³

Les bassins sont pourvus de points d'aspiration.

L'exploitant indique que ces bassins ont été réceptionnés par le SDIS, et sont référencés et numérotés, sans pour autant présenter de justificatif.

L'exploitant n'a pas pu justifier de la disponibilité des débits d'eau.

L'exploitant a transmis par mail du 29 septembre, un mail de confirmation de prise en compte par le SDIS d'une demande de contrôle de débit disponible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier la disponibilité effective des débits d'eau de ces points d'aspiration et de l'attestation de réception du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 6.1.1.

Thème(s) : Risques accidentels, maîtrise des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : L'exploitant a présenté dans son Plan de Défense Incendie, un plan des locaux sensibles, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - le local "radioactivité" qui permet d'isolé des entrants radioactifs, - les locaux de stockage de produits dangereux, - le stockage d'acide sulfuriques à 96% en cubi d'1m3, - le stockage en big bags de charbon actifs
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2025, article 6.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks des matières dangereuses. Le suivi est journalier pour le gazoil non routier, et l'adblue. Les autres substances stockées sont suivi dans le cadre du réapprovisionnement. Certaines de ces substances sont inflammables : lave-glace, dégivre plus. Dès leur utilisation (consommation), le registre pour le réapprovisionnement est mis à jour. Les quantités tenues à la disposition des services de secours, sont les quantités maximales stockées sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 8.2.2. partiel

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 8.2.2. partiel de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2019 :

[...]

Les rejets d'eaux pluviales issues des bassins EP1, EP2 et EP3 sont analysés à fréquence trimestrielle en exploitation, semestrielle en post exploitation, sur les paramètres débit, volume, température, pH, conductivité, DCO, DBO₅, MES, azote. Les autres paramètres réglementés à l'article 4.3.11 sont analysés une fois par an.

Article 4.3.11. partiel de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2019 :

[...]

- Rejets des bassins EP1, EP2 et EP3 :

Paramètres	Concentration en mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	125
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	30
Matières en suspension totale (MEST)	35
Azote global	30
Phosphore total	3,5
Phénols	0,1
Cyanures libres	0,1
Fluor	15
AOX	1

COT	40
Arsenic	0,1
Cadmium	0,2
Chrome VI	0,1
Mercure	0,05
Plomb	0,5
Somme des métaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	15
Hydrocarbures totaux	10

[...]

Article 50 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvement et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

[...]

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]

Constats :

Les rapports des mesures au point de rejet pour le premier semestre 2025 pour les points de rejets EP1 et EP2 qui se trouve au niveau des zones en post-exploitation, ont été présentés à l'inspection.

Les mesures 2024 sont reprises dans le rapport annuel 2024.

Les résultats des mesures n'appellent pas d'observation de l'inspection.

Pour le point de rejet EP3, les mesures sont réalisées trimestriellement. Les mesures de 2024 sont

reprises dans le rapport annuel 2024.

L'inspection note une valeur supérieure de la MES pour le 14 mai 2024 : 55 mg/L au lieu de 35 mg/L autorisée avec retour en conformité en juin 2024.

L'inspection note pour le 22 novembre 2024 une valeur supérieure de la DBO5 : 58 mg/L pour 30 mg/L, avec retour en conformité en décembre 2024.

L'exploitant n'a pas pu faire réaliser la mesure du 1er trimestre 2024, l'exutoire étant inaccessible car la zone de prélèvement était inondée.

Néanmoins l'exploitant a réalisé des mesures dans le bassin EP3 sur cette période, transmises par mail du 21 octobre 2025, dont les valeurs n'appellent pas d'observation de l'inspection.

Sur l'année 2025, les mesures trimestrielles ont pu être réalisées au mois de mars 2025 et n'appellent pas d'observation. Les mesures de rejets pour le 2ème trimestre 2025 n'ont pu être réalisées du fait de l'absence de rejets, sans pour autant justifier de la période effective sans rejet. Néanmoins des mesures ont là encore été réalisées dans le bassin et ces mesures n'appellent pas d'observation de l'inspection.

L'inspection précise que les mesures imposées dans l'arrêté préfectoral modifié sont des mesures de rejet et que les points de prélèvement doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois, de s'assurer de pouvoir réaliser les mesures trimestrielles au point de rejet EP3, quelque soit les conditions climatiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Valeurs limites des lixiviats produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 8.2.2. partiel

Thème(s) : Risques chroniques, qualité des rejets

Prescription contrôlée :

Articles 8.2.2. partiel de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2019 :

Les rejets de l'installation de traitement des lixiviats sont analysés en continu avant rejet au milieu naturel sur les paramètres débit, conductivité, pH et température.

La fréquence d'analyse des autres paramètres de surveillance des lixiviats réglementés à l'article 4.3.11 est trimestrielle. [...]

Articles 4.3.11 partiel de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2019 :

L'exploitant est tenu de respecter les Valeurs Limites d'Emission suivantes :

- Eaux traitées issues de l'installation de traitement des lixiviats :

- Débit : 60 m³/jour et 2,5 m³/h
 - 6.5 < pH < 8.5

Paramètres	Concentration en mg/l	Flux en g/j
Demande chimique en oxygène (DCO)	120	7 200
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	40	2 400
Matières en suspension totale (MEST)	30	1 800
Azote global	30	1 800
Azote ammoniacal	20	1 200
Phosphore total	3,5	210
Phénols	0,1	6
Cyanures libres	0,05	3
Fluorures	10	600
Chlorures	250	15 000
AOX	1	60
COT	40	2 400

Arsenic	0,1	6
Aluminium	2	120
Cadmium	0,005	0,3
Chrome VI	0,1	6
Chrome total	0,18	10,8
Cuivre	0,03	1,8
Etain	0,02	1,2
Fer	5	300
Manganèse	1	60
Mercure	0,004	0,24
Nickel	0,34	20,4
Plomb	0,02	1,2
Zinc	0,2	12

[...]

Constats :

L'inspection a contrôlé la mesure en continu du débit et du PH, au niveau du centre de contrôle de la production de lixiviats.

L'exploitant a présenté le rapport de mesures réalisé le 9 septembre 2025 par un organisme agréé. Par mail du 29 septembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport d'analyses du 10 mars 2025.

Les valeurs sont conformes pour les Valeurs Limites d'Emissions (VLE).

L'inspection note que la valeur en COT de septembre est proche de la valeur limite avec 39 mg/l pour 40mg/l autorisée, alors qu'elle était 16 mg/l en mars.

L'inspection note aussi que la valeur en DBO5 de septembre est proche de la valeur limite avec 40 mg/L pour 40mg/L autorisée, alors qu'elle était <1 mg/L en mars.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites lixiviats réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 4.3.11. partiel

Thème(s) : Risques chroniques, conformité des lixiviats réceptionnés

Prescription contrôlée :

[...]

En cas de traitement de lixiviats en provenance d'autres sites de stockage, ces derniers doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Valeur limite en mg/L
Matières en suspension totales (MEST)	500
Carbone organique total (COT)	2 400
Demande chimique en oxygène (DCO)	5 000
Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5)	2 000
Azote global	900
Phosphore total	25

Phénols	4
Métaux totaux, dont : Cr6+ Cd Pb Hg	15 0,2 0,2 0,2 0,01
As	0,2
Fluorures	10
CN libres	0,5
Hydrocarbures	10
AOX	5

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Al.

En cas de non conformité avec les valeurs limites fixées dans le tableau ci-dessus, le chargement des lixiviats doit être refusé. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre des admissions et un registre des refus.
[...]

Constats :

Les lixiviats réceptionnés d'autres installations proviennent de sites fermés :

- CSD de Eschwiller ;
- CSD de Hochfelden ;
- CSD de Conflans ;
- CSD de Romagne .

L'exploitant indique que les sites sont stables car ils n'ont plus d'activité depuis leur fermeture. L'exploitant a transmis par mail du 29 septembre 2025, les rapports d'analyses de chaque site datés respectivement du 24 mars 2025, 4 juin 2024, du 9 juillet 2025, et du 11 septembre 2025. Les résultats d'analyses n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

L'exploitant déclare que des analyses sont faites sur ces sites à fréquence semestrielle et que les valeurs sont stables.

L'exploitant indique se baser sur ces rapports pour s'assurer du respect des VLE autorisées dans son arrêté préfectoral modifié, pour les lixiviats réceptionnés.

Or il ne peut s'assurer des VLE réellement mesurées dans le lixiviat réceptionné.

L'exploitant indique ne pas pouvoir faire des mesures sur chaque camion réceptionné, et bloquer la citerne plusieurs jours le temps des mesures et analyses. Pour autant l'arrêté préfectoral prévoit que l'exploitant doit être en mesure de refuser un chargement à la réception en cas de dépassement des mesures.

L'exploitant a indiqué vouloir déposer un dossier porté à la connaissance du préfet afin de modifier la prescription de son arrêté préfectoral modifié sur les conditions de contrôle de réception des lixiviats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de démontrer que les valeurs limites d'émissions (VLE) des lixiviats réceptionnés sont conformes aux VLE autorisées ou de déposer une demande de modification des conditions de vérification du respect des VLE des lixiviats réceptionnés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois